

UN LIBRARY



NATIONS UNIES

OCT 9 - 1981

ASSEMBLEE
GENERALE



UN/DA COLLECTION

Distr.
LIMITEE

A/C.3/36/L.8
8 octobre 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
TROISIEME COMMISSION
Point 82 a) de l'ordre du jour

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Bangladesh, Cuba, Egypte, Ghana, Guyane, Inde, Jamaïque, Jordanie,
Madagascar, Maroc, Nigéria, Ouranda, Pakistan, Yougoslavie, Zaïre,
Zambie et Zimbabwe : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 35/40 du 25 novembre 1980, relative au rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et sa résolution du novembre 1981, relative à l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que ses autres résolutions relatives à l'application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur les travaux de ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, présenté conformément au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale,

Soulignant qu'il importe pour que soit couronnée de succès la lutte contre toutes les pratiques de discrimination raciale, y compris les vestiges et manifestations d'idéologie raciste où qu'ils existent, que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies soient guidés dans leur politique intérieure et étrangère par les dispositions fondamentales de la Convention,

Consciente de l'obligation qui incombe aux Etats parties de respecter scrupuleusement les dispositions de la Convention,

/...

Se félicitant de la coopération qui se poursuit entre le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et les institutions spécialisées compétentes et autres organismes des Nations Unies, particulièrement l'UNESCO et l'OIT,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur les travaux de ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions;

2. Condamne vigoureusement la politique d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie comme étant la forme de discrimination raciale la plus odieuse et prie instamment tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'adopter des mesures efficaces d'ordre politique, économique et autre afin d'obtenir l'élimination de cette politique et la pleine application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies;

3. Félicite le Comité de centrer son attention sur la question de l'élimination de la politique d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que sur l'élimination des actes et pratiques de discrimination raciale dans les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes et dans tous les autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960;

4. Demande aux organismes intéressés des Nations Unies de faire en sorte que tous renseignements pertinents sur tous les territoires visés par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale soient communiqués au Comité et invite instamment les Puissances administrantes à coopérer avec ces organismes en fournissant tous les renseignements nécessaires afin de permettre au Comité de s'acquitter pleinement des fonctions qui lui sont attribuées en vertu de l'article 15 de la Convention;

5. Invite de nouveau les Etats parties à la Convention à fournir au Comité, conformément à ses directives générales, des renseignements sur l'application des dispositions de la Convention, notamment des renseignements relatifs à la composition démographique de leur population et aux relations qu'ils entretiennent avec le régime raciste d'Afrique du Sud;

6. Demande à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'adopter des mesures efficaces d'ordre législatif, socio-économique et autre afin d'assurer l'élimination ou la prévention de la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique;

7. Félicite le Comité d'étudier les problèmes de discrimination des travailleurs migrants et demande aux Etats parties à la Convention de protéger pleinement les droits de ces travailleurs;

8. Invite les Etats parties à assurer, par l'introduction de mesures législatives pertinentes et d'autres mesures, l'entière protection des droits des minorités nationales ou ethniques ainsi que des droits des populations autochtones;

9. Exprime de nouveau sa grave préoccupation devant le fait que certains Etats parties à la Convention sont empêchés, pour des raisons indépendantes de leur volonté, de s'acquitter, dans certaines parties de leurs territoires respectifs, des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention

10. Prend note avec satisfaction de l'intention du Comité de participer aux préparatifs et aux travaux de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

11. Prie le Comité d'étudier la possibilité de préparer également pour la Conférence, outre les études sur l'application des articles 4 et 7, une étude sur l'application du paragraphe "e" de l'article 5, dans ses rapports avec le paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention;

12. Approuve la décision du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de tenir sa session de printemps 1982 dans les locaux de l'ONU à Nairobi et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires à cette fin et, à titre exceptionnel, de prévoir dans le cadre de l'application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, les crédits supplémentaires qui pourraient être nécessaires à la tenue de cette session.
